



SCIENCES SOCIALES ET DROGUES EN AFRIQUE FRANCOPHONE

DIVERSIFICATION DES USAGES, TRANSFORMATION DES APPROCHES

COLLOQUE INTERNATIONAL

DAKAR 21-23/05/2024

LIVRE DES RESUMES

Organisateurs du colloque



Table des matières

TABLE DES MATIERES	1
SESSION 2A. DES CIRCULATIONS DE SUBSTANCES ET CONTEXTES SOCIAUX DE CONSOMMATION	3
MESUSAGE DU TRAMADOL PAR LES CONDUCTEURS DE MOTO-TAXIS A GAROUA (CAMEROUN)	4
REPRESENTATIONS SOCIALES DE LA TOXICOMANIE ET EXPANSION DU PHENOMENE EN MILIEU URBAIN IVOIRIEN	5
LES DYNAMIQUES SOCIALES DANS L'EMERGENCE DE NOUVEAUX ESPACES DE CONSOMMATION DE SUBSTANCES PSYCHOACTIVES : LE VAL VAL DANS LES VILLAGES RURAUX A AGNIBILEKRO (COTE D'IVOIRE)	6
LA CIRCULATION DES DROGUES PENDANT LE MAGAL AU SENEGAL VUE PAR LES USAGERS	7
LES DROGUES INJECTABLES EN CASAMANCE : ETAT DES LIEUX	8
SESSION 2B. DES CONSOMMATIONS DANS DES TRAJECTOIRES DE VIE	9
LES RAPPORTS ENTRE LA CONSOMMATION DE DROGUES ET LE VECU DE LA SEXUALITE SELON LES PERSONNES UTILISANT DES DROGUES AU SENEGAL	10
DANS L'OMBRE DES « FUMOIRS »: ANALYSE ANTHROPOLOGIQUE DES RESEAUX DE DROGUE EN COTE D'IVOIRE, ENTRE RESILIENCE SOCIALE ET COMPLEXITE ORGANISATIONNELLE	11
FIGURES DE CONSOMMATION DE MEDICAMENTS PSYCHOTROPES DETOURNES AU SENEGAL. PROFILS, PRODUITS ET CONTEXTES	12
TRAJECTOIRES ET VIES DE FEMMES "AVEC LES DROGUES" AU SENEGAL	13
LA CONSOMMATION DE DROGUES SUR UN SITE D'ORPAILLAGE AU MALI	14
SESSION 3A. TRANSFORMATIONS, ADAPTATIONS, INNOVATIONS DANS LA REDUCTION DES RISQUES	15
INTERPRETATIONS ET VECU DE LA REDUCTION DES RISQUES PAR LES USAGERS DE DROGUES AU SENEGAL	16
IMPLICATION PARENTALE ET PROCESSUS DE TRAITEMENT CHEZ DES PATIENTS EN INJONCTION THERAPEUTIQUE AU CENTRE D'ACCUEIL DE LA CROIX BLEUE, ABIDJAN (COTE D'IVOIRE)	17
ACQUIS, CONTRAINTES ET DEFIS POUR LA CONTINUITE DES SERVICES DU CEPIAD	18
MOTIFS D'ARRET DU TRAITEMENT DE SUBSTITUTION AUX OPIACES ET EVOLUTION DE LA CONSOMMATION CHEZ LES PATIENTS PERDUS DE VUE AU CEPIAD	19
RETENTISSEMENT PSYCHOSOCIAL DE L'USAGE DE DROGUE CHEZ LES PARENTS D'ADOLESCENTS PRIS EN CHARGE A LA CROIX BLEUE D'ABIDJAN (COTE D'IVOIRE)	20
SESSION 3B POLITIQUES DES DROGUES ET DISPOSITIFS JURIDIQUES ET SANITAIRES	21
LES STRATEGIES DES USAGERS DE CANNABIS FACE A LA REPRESSION AU SENEGAL	22
CENTRE THERAPEUTIQUE OU CAMP DE REDRESSEMENT ? UN LIEU DE TRAITEMENT DES USAGERS DE CANNABIS AU SENEGAL	23
DES POLITIQUES DE DROGUES RESPECTUEUSES DES DROITS HUMAINS ET DE LA SANTE AU SENEGAL. DYNAMISME OPERATIONNEL ET LENTEURS INSTITUTIONNELLES	24
LE PROCESSUS DE MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION SUR LES DROGUES ET SON IMPACT EN COTE D'IVOIRE	25

SESSION 6. PRESENTATION D'EXPOSITION, OUVRAGES ET/OU PERIODIQUES	26
LE PHOTOVOIX POUR FAIRE DE LA RECHERCHE SUR LES DROGUES : ENJEUX ET PERSPECTIVES (EXPOSITION, ATELIER)	27
SESSION 8 A. GENRE, INTERSECTIONNALITE ET DIVERSITE	28
CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES ET VULNERABILITE DES FEMMES USAGERES DE DROGUES A DAKAR ET SUR LA PETITE COTE	29
GENRE ET DROGUES DANS LE MILIEU DU TRANSPORT EN COMMUN A ABOBO	30
BRISER LES BARRIERES DE SANTE : L'IMPACT DU PROJET DE PAROLES AUTOUR DE LA SANTE SUR L'ACCES AUX SOINS DES FEMMES USAGERES DE DROGUES A ABIDJAN	31
DROGUES ET REPONSES SENSIBLES AU GENRE AU SENEGAL : LES BESOINS SPECIFIQUES DES FEMMES SONT-ILS SUFFISAMMENT PRIS EN COMPTE ?	32
DROGUER L'AUTRE : L'USAGE FEMININ DES SUBSTANCES APHRODISIAQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST	36
SESSION 13. POSTERS DES EXPERIENCES COMMUNAUTAIRES DE LA RDR	37
L'ARBRE A PALABRES : CULTIVER LE DIALOGUE ET L'EMPOWERMENT DANS LA LUTTE CONTRE LES ADDICTIONS EN AFRIQUE FRANCOPHONE PAROLES AUTOUR DE LA SANTE ET L'ENVIRONNEMENT (PASEN)	38
ACTION DE REDUCTION DES RISQUES AUPRES DES PERSONNES USAGERES DES DROGUES DANS LA VILLE DE BUKAVU, EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO	39
BILAN DES ACTIVITES DE REDUCTION DES RISQUES DANS LES 'FUMOIRS' DE L'ASSOCIATION PASEN A DALOA (COTE D'IVOIRE)	40
BURUNDI : LES PAIR.E.S USAGER.E.S DE DROGUES INJECTABLES (UDI) AU CENTRE D'UNE PRISE EN CHARGE DIFFERENCIEE DU VIH. APPROCHE CENTREE SUR LE.LA PATIENT.E AVEC ET POUR LES UDI	41
PARIS-ISSIA : SEJOUR A « LA MAISON » DE L'ONG Y VOIR & SOURIRE	42
REPENDRE AUX DEFIS DE LA COVID-19 PAR UNE APPROCHE COMMUNAUTAIRE INCLUSIVE : L'IMPACT DE L'INITIATIVE DE PAROLES AUTOUR DE LA SANTE AUPRES DES USAGERS DE DROGUES EN COTE D'IVOIRE.	43
TRANSFORMATION DES SYSTEMES JURIDIQUES ET SANITAIRES EN FAVEUR DES USAGER.RES DE DROGUE AU BURKINA FASO	44
VULNERABILITES CHEZ LES USAGERS-ERES DE DROGUES ET ADAPTATIONS EN MILIEU COMMUNAUTAIRE EN PERIODE DE CRISE SANITAIRE AU BURKINA FASO ET AU SENEGAL	45
LA CONTRIBUTION DU CEPIAD AU PROGRAMME VIH DU SENEGAL A TRAVERS LES ACTIVITES DE REDUCTION DES RISQUES (RDR)	46
SESSION 14. POSTERS ETUDES ET RECHERCHES	47
ETUDE DIFFERENTIELLE ET CLINIQUE D'UN CAS DE DEPENDANCE ALCOOLIQUE CHRONIQUE EN TRAITEMENT AU CENTRE D'ACCUEIL DE LA CROIX-BLEUE D'ABIDJAN	48
DES ENJEUX RELATIFS A LA TAXATION DU TABAC DANS LES PAYS DE LA CEDEAO: PERSPECTIVES EN RECHERCHE ECONOMIQUE ET JURIDIQUE	49
LES DYNAMIQUES SOCIALES DANS L'EMERGENCE DE NOUVEAUX ESPACES DE CONSOMMATION DE SUBSTANCES PSYCHOACTIVES: LE 'VAL VAL' DANS LES VILLAGES DU MILIEU RURAL A AGNIBILEKRO (COTE D'IVOIRE)	50
LA CONSOMMATION DE LEAN AU SENEGAL. EXPERIENCE LOCALE D'UNE PRATIQUE GLOBALE LIEE A LA CULTURE HIP HOP	51
LA NECESSITE D'UNE PREVENTION CONTEXTUALISEE DE L'ABUS DE DROGUES	52
CONSOMMATION DES SUBSTANCES PSYCHOACTIVES ET VIOLENCES EN MILIEU SCOLAIRE GUINEEN	53
PREVENIR LES EPIDEMIES EN PRISON : DE L'EXPERIENCE DU COVID A LA RDR	54

Session 2A. Des circulations de substances et contextes sociaux de consommation

Mésusage du tramadol par les conducteurs de moto-taxis à Garoua (Cameroun)

Marie-José Essi*¹

1 Faculté de médecine et de sciences biomédicales (FMSB-UYI) – Cameroun

Introduction

Le tramadol est un dérivé synthétique de l'opium (*Papaver somniferum*) utilisé comme un antalgique de palier II selon la classification de l'OMS. Son effet antalgique est dû à l'action sur les récepteurs μ , qui entraîne des effets secondaires dont l'euphorie recherchée par des travailleurs manuels pour décupler leur endurance.

Objectifs

Décrire l'utilisation non médicale du tramadol par les conducteurs de moto taxis de la ville de Garoua.

Méthodologie

Etude exploratoire menée de décembre 2022 à mai 2023 auprès des conducteurs de moto-taxis de Garoua à l'aide d'un questionnaire cognitivo-métrique. Les données ont été analysées à l'aide de SPSS 24.0.

Résultats

Au total, les données concernant 274 *moto-mans* ont été colligées : âge moyen de 28 ans, niveau d'instruction primaire (67%), mariés (60,09%) et musulmans (76,5%). Le temps moyen de travail journalier est estimé à 12 heures. La prévalence de la consommation du tramadol était de 63,8%. Parmi les consommateurs, 77,6% ont dit que leur consommation était motivée par le travail. Les autres drogues consommées étaient : l'alcool (42%), le tabac (51,7%), d'autres psychotropes (16,99%) et une drogue traditionnelle : *soukouday* (18,97%). La consommation était quotidienne (95,97%), avec une fréquence de deux fois par jour pour 61,5% d'entre eux. La dose journalière moyenne était de 666 mg par jour, par voie orale. Le thé constitue le principal produit associé (71,84%). Les *pharmacies de rue* étaient la principale source d'acquisition, sous la forme de gélules dosées à 100 mg, fournies par le Nigéria voisin. Le prix variait entre 100 et 200 XAF.

* mariejoseessi@yahoo.fr

Représentations sociales de la toxicomanie et expansion du phénomène en milieu urbain ivoirien

Michèle-Ange Dago*¹

¹ Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB) – Côte d'Ivoire

La toxicomanie n'est pas un phénomène nouveau en milieu urbain ivoirien car depuis les années 1970, elle est l'objet de réflexions menées par les institutions gouvernementales (Conseil Economique et Social, 1973). D'ailleurs, au fil des années, les actions de lutte se multiplient à travers la mise en place de structures étatiques dédiées et de collaborations internationales. Pourtant, l'actualité urbaine met en évidence l'expansion du phénomène à travers la récurrence d'actes de violence perpétrés par des toxicomanes ; actes qui aboutissent parfois à des meurtres. En tant que fait social, cette pratique interroge les facteurs sociaux qui favorisent son expansion.

La présente communication vise à analyser le lien entre les représentations sociales et l'expansion de la toxicomanie en milieu urbain ivoirien.

Ainsi, une recherche documentaire et des entretiens semi-directifs ont été menés auprès de spécialistes, de ménages comptant au moins un toxicomane, et de toxicomanes.

Cela a permis de comprendre, d'une part que l'addiction à la drogue est perçue comme un choix de l'individu et que seule sa volonté lui permet de s'en détacher, et d'autre part que ne pas réussir à s'en défaire malgré sa volonté est interprété comme relevant de causes surnaturelles. Ces représentations sociales contribuent à la faible prise en charge des toxicomanes et interpellent sur l'urgence de stratégies adéquates dans la lutte contre le phénomène.

* angemichdago@gmail.com

Les dynamiques sociales dans l'émergence de nouveaux espaces de consommation de substances psychoactives : le *val val* dans les villages ruraux à Agnibilékro (Côte d'Ivoire)

Rébéka Kakou épouse Agnimou* ^{1, 2, 3}, Yeboua Denis Kouadio⁴

¹ Laboratoire Société, Individu, Culture (LaSIC) – Côte d'Ivoire

² Laboratoire de sociologie économique et d'anthropologie des appartenances symboliques (Laasse) – Côte d'Ivoire

³ Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB) – Côte d'Ivoire

⁴ Université Péléforo Gon Coulibaly (UPGC) – Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, la problématique de l'usage de substances demeure un défi majeur, en raison des obstacles persistants liés au trafic de drogues et de l'abus de ces produits psychoactifs. En effet, la consommation de drogues gagne en popularité, illustrant ainsi une évolution significative de cette tendance. Cette étude s'intéresse à certains aspects de ce phénomène et cherche à identifier les pratiques émergentes dans les espaces sociaux où la consommation de stupéfiants, spécifiquement le *val val*, est observée chez les personnes qui utilisent des drogues (PUD) dans les villages de la sous-préfecture d'Agnibilékro.

Elle a été menée à travers une approche qualitative combinant des entretiens, l'observation et des recherches documentaires réalisés, transcrits et analysés.

Les résultats révèlent un changement dans la configuration des lieux traditionnels de consommation sociale, marqué par une préférence grandissante dans des environnements moins orthodoxes et plus clandestins. Nous étudions également les raisons et les interactions sociales qui sont à l'origine de cette transformation. Des facteurs tels que la recherche de sécurité, la marginalisation sociale et la désillusion face aux systèmes de gouvernance traditionnels sont identifiés comme des moteurs importants de cette reconfiguration. Enfin, nous évaluons les implications de ces changements sur la santé tout en soulignant la nécessité d'une réponse politique et sociale adaptée à ce nouvel environnement de consommation.

* rebeka.kakou@gmail.com

La circulation des drogues pendant le Magal au Sénégal vue par les usagers

Mouhamet Diop*^{1, 2}, Groupe d'étude Codisocs³

¹ Université Assane Seck, Ziguinchor – Sénégal

² TransVIHMI – Institut de recherche pour le développement [IRD], UMR233 – France

³ Projet CODISOCS ANRS 12383 – Sénégal

Le Magal, une célébration religieuse annuelle au Sénégal, regroupe des millions de pèlerins à Touba, ville sainte du mouridisme. Des travaux ethnographiques montrent que le statut particulier de Touba facilite le développement de filières économiques transnationales incluant le trafic de drogues et de médicaments. Dans ce contexte, les personnes usagères de drogues (PUD) sous traitement de substitution bénéficient de l'import de la méthadone. Notre objectif est de décrire la circulation des produits et le vécu des PUD pris en charge au CEPIAD durant le pèlerinage.

La présentation se base sur des observations dans les lieux de campement ou *dall* et des entretiens individuels auprès des PUD bénéficiant de l'import de la méthadone ou non.

Les répondants rapportent une circulation de plusieurs drogues (cannabis, héroïne, cocaïne, médicaments, huile de hachisch, etc.) provenant de Dakar et d'autres pays. Ils déclarent que ces produits coûtent plus cher durant cette période mais sont plus faciles d'accès à cause de la présence importante de dealers. D'autres rapportent que certains pèlerins venant de l'étranger, notamment d'Europe, et fréquentant des centres de traitement apportent le Subutex et la méthadone. Des PUD en sevrage installés à *Ndindi*, une communauté thérapeutique non loin de Touba, expliquent qu'ils ont reconsommé des drogues pendant cette période, en raison de la disponibilité des produits et pour faire la fête. La méthadone mise à disposition des patients est souvent partagée ou vendue sous forme de *dépannage* pour des PUDs qui veulent se soulager de l'état de manque (héroïne) et vivre pleinement l'événement.

Nos résultats montrent qu'au-delà de l'aspect religieux, le Magal est aussi un moment convivial, de circulation et de consommation des drogues. Il paraît nécessaire d'approfondir les données en s'intéressant aux significations des usages de drogues en contexte religieux et de proposer des activités de réduction des risques pendant le Magal et d'autres rassemblements religieux au Sénégal.

* mouhamet.diop@ird.fr

Les drogues injectables en Casamance : état des lieux

Benoît Tine*¹

¹ Université Assane Seck de Ziguinchor – Sénégal

La Casamance est depuis très longtemps une plateforme privilégiée pour les échanges de marchandises provenant de régions écologiques complémentaires, mais aussi de contrebande (Fanchette, 2001). De ce fait, l'échange de marchandises devient favorable entre ces pays et le Sénégal. Le commerce devient ainsi la face cachée privilégiée pour faire transiter les drogues. Cette situation est plus exacerbée par des facteurs comme les guerres et les conflits internes. La drogue constitue un des nerfs de la guerre. En Casamance, le conflit qui oppose l'État du Sénégal au Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance (MFDC) a fini par asphyxier l'économie locale, région pourtant considérée comme pouvant être le « grenier du Sénégal » (Tine, 2015). Cette instabilité et cette insécurité sont un terreau fertile qui profite tant aux producteurs de cannabis et aux dealers, qu'aux usagers de la région naturelle de la Casamance.

Ce phénomène est devenu plus apparent par le développement d'espaces de « non droit » (Diallo, 2012). Ces dernières années, le développement du narcotrafic a pris une place insoupçonnée dans les pays de la Sénégalie, en particulier la Guinée Bissau qualifiée de « narco-pays » (Diallo, 2012) et la Casamance qualifiée de « Colombie du Sénégal » (Tine, Diatta, 2019).

Même si le cannabis reste la substance la plus consommée, le nombre d'usagers de drogues injectables (UDI) augmente année après année. Cette communication est le fruit d'une étude qualitative (entretien, focus group) et quantitative (relevés de statistiques dans les structures médicales, de répression et les associations). Elle se fixe comme objectif de comprendre cette démocratisation des drogues injectables et propose comme hypothèse la mobilité transfrontalière dans un contexte de porosité des frontières de la Sénégalie méridionale et de l'économie touristique de la zone.

* b.tine@univ-zig.sn

Session 2B. Des consommations dans des trajectoires de vie

Les rapports entre la consommation de drogues et le vécu de la sexualité selon les personnes utilisant des drogues au Sénégal

Abdoulaye Ndoye*^{1, 2}, Groupe d'étude Codisocs¹

¹ Centre régional de recherche et de formation à la prise en charge clinique de Fann (CRCF) – Sénégal

² Université Cheikh Anta Diop de Dakar [Sénégal] (UCAD) – Sénégal

La recherche internationale a abordé la consommation sexualisée de drogues, principalement au travers du *chemsex*, chez les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes (HSH), exposés au risque de transmission du VIH. En Afrique, quelques travaux ethnographiques ont montré la consommation de substances aphrodisiaques et stimulantes pour modifier l'expérience sexuelle. Au Sénégal, les médias ont rapporté la circulation de drogues de synthèse utilisées en contexte sexuel, notamment l'ecstasy (appelée *volet* ou *drogue de l'amour*).

L'objectif de cette communication est de décrire et d'analyser les liens entre consommations et sexualité au Sénégal. Les données ont été collectées par entretiens et observations, en 2023, dans le cadre du projet CODISOCS.

Les personnes usagères de drogues (PUD) considèrent que des produits (hors alcool) tels que le cannabis, la cocaïne, l'ecstasy, l'héroïne et la méthadone ont des effets sur la sexualité, et les décrivent. Des travailleuses du sexe, des HSH, et des jeunes adultes, disent utiliser certains produits pour augmenter le désir, accroître le plaisir et les performances en contexte hétérosexuel. En outre, elles décrivent les contextes de consommation comme étant intimes, conviviaux et festifs (soirées *trap*, milieu touristique, boîtes de nuit, appartements). Concernant l'aspect sanitaire, les PUD contactées au travers du CEPIAD ont connaissance des risques d'overdose et d'infection (VIH ou IST) que les PUD rencontrées ailleurs évoquent rarement. Par ailleurs, certaines PUD décrivent, par expérience, les effets négatifs de la consommation d'héroïne et de méthadone sur leur sexualité (baisse de la libido, impuissance).

Au plan opérationnel, ces résultats suggèrent de développer des interventions de Réduction des Risques (RDR) en lien avec la santé sexuelle et de clarifier les informations sur les effets des produits sur la sexualité. Au plan de la recherche, il reste à approfondir la place de l'érotisme dans l'usage de substances ainsi que les effets des produits sur les différentes dimensions de la sexualité.

* abnd2468@gmail.com

Dans l'ombre des « Fumoirs »: analyse anthropologique des réseaux de drogue en Côte d'Ivoire, entre résilience sociale et complexité organisationnelle

Felicien Tia*^{1,2,3,4}, Yao Olivier Koffi², Kouamé Atta², Assi Aubin Agnissan²

¹ Institut des sciences anthropologiques de développement UFHB (ISAD), Médecins du Monde CI – Côte d'Ivoire

² Université Felix Houphouët Boigny (UFHB) – Côte d'Ivoire

³ Association communautaire Paroles Autour de la Santé (PAS) – Côte d'Ivoire

⁴ Programme national de lutte contre le tabagisme, l'alcoolisme, la toxicomanie et les autres addictions (PNLTA) – Côte d'Ivoire

Introduction

Cette étude explore l'organisation sociale des fumoirs de drogues à Abidjan et Yamoussoukro, Côte d'Ivoire, en mettant en lumière les dynamiques profondément ancrées dans la crise sociopolitique et l'occupation armée. L'objectif est de comprendre la complexité de ces fumoirs et leurs liens avec les événements historiques.

Méthodologie

La recherche a été menée entre mars et juillet 2021, auprès de 95 individus, sur 19 sites, par l'approche « boule de neige ». Les données ont été collectées par des observations et des entretiens semi-directifs anonymes.

Résultats

Les résultats mettent en évidence des stratégies d'installation différenciées entre Abidjan et Yamoussoukro. À Abidjan, les fumoirs se concentrent dans les quartiers précaires, tandis qu'à Yamoussoukro, ils s'implantent dans des domaines publics de l'État. Après l'implantation, des tactiques charitables sont adoptées à Abidjan, telles que le soutien financier à l'éducation, tandis qu'à Yamoussoukro, des rituels et des événements de restauration gratuite sont organisés. À l'intérieur des « fumoirs », une hiérarchie interne et claire émerge, impliquant divers rôles.

Discussion

L'étude met en avant la solidarité mécanique et organique entre les acteurs du trafic, soulignant les tensions avec les autorités. Les économies souterraines, basées sur des transactions collusives, contribuent à la survie des fumoirs, mais génèrent, également, des frictions avec les forces de l'ordre. La légitimité au sein de certaines communautés crée un équilibre délicat entre la vie quotidienne et la répression gouvernementale. La hiérarchie interne, incarnée par le Babatchè, s'avère cruciale pour la stabilité du réseau.

Conclusion

Cette étude offre une perspective approfondie sur la résilience et la complexité des fumoirs de drogues en Côte d'Ivoire. Comprendre ces dynamiques sociales complexes est essentiel pour formuler des stratégies efficaces de prévention et de lutte contre le trafic de drogues, en tenant compte des spécificités culturelles et sociales.

* tiafelicien@yahoo.fr

Figures de consommation de médicaments psychotropes détournés au Sénégal. Profils, produits et contextes

Cyrille Bassene*^{1, 2}, Groupe d'étude Codisocs²

¹ Université Cheikh Anta Diop (UCAD) – Sénégal

² Centre de recherche et de formation pour la prise en charge clinique de Fann (CRCF) – Sénégal

La consommation de médicaments psychotropes détournés est largement décrite au niveau mondial. Au Sénégal, quels sont les produits addictogènes consommés hors contrôle médical, les contextes d'utilisation et les profils sociaux des personnes qui y ont recours ?

Cette enquête a été réalisée dans le cadre du projet CODISOCS, en 2023, à Dakar, Mbour-Saly et Kaolack (capitale, zone touristique et zone frontalière), lieux d'une mobilité importante des personnes et des biens, incluant les drogues. Par immersion et contacts interpersonnels avec l'aide de médiateurs, des entretiens (récits de vie) ont été menés avec des usagers.

Quatre profils de consommateurs se dégagent, qui seront présentés au travers de quatre études de cas. Racine, un "antiquaire" vivant à Saly, explique son addiction aux médicaments par son contact avec les touristes venant particulièrement d'Europe. Habib, ancien infirmier, a commencé à consommer du valium dans le milieu médical et s'approvisionne au niveau des marchés et des pharmacies. Fodé utilise du Subutex qui lui a été prescrit en France en substitution à l'héroïne et qu'il trouve dans le "milieu". Famara a pris habitude de la "lean" à sa première expérience de consommation et s'approvisionne au niveau des pharmacies.

D'un point de vue de sciences sociales, ces observations corroborent le modèle bio-psycho-social de l'addiction (rencontre d'un produit, d'une personne et d'un contexte selon Olivenstein). D'un point de vue de santé publique, elles encouragent à définir des stratégies de prévention différenciées et des stratégies d'information sur les risques et les dommages associés à ces consommations.

* cyrilgaby30@gmail.com

Trajectoires et vies de femmes "avec les drogues" au Sénégal

Rose André Faye* ^{1, 2}, Groupe d'étude Codisocs ²

¹ TransVIHMI – Institut de recherche pour le développement, Institut national de la santé et de la recherche médicale, Université de Montpellier – France

² Centre régional de recherche et de formation à la prise en charge clinique de Fann (CRCF) – Sénégal

Au Sénégal, l'historiographie rapporte l'usage de substances psychoactives par des femmes "âgées ou nobles" et des femmes "libres". Ces figures correspondent à des époques différentes et montrent que les usages évoluent en fonction de la disponibilité des produits et du statut de la femme dans la société. Les études récentes se sont principalement concentrées sur les figures masculines d'usagers : les femmes usagères de drogues (FUD) sont invisibilisées. Quelles sont les trajectoires de vie et de consommation des FUD au Sénégal ?

Dans une perspective féministe, nous proposons d'apporter un éclairage, à partir de données ethnographiques, sur les trajectoires biographiques des femmes UD au Sénégal, mises en récit et croisées avec des éléments contextuels dans le cadre d'une thèse d'anthropologie associée au projet CODISOCS et soutenue en 2022.

Les récits de vies dessinent deux trajectoires relativement différentes, fluide dans le cas illustratif de Oumou, et dense dans celui de Sokhna. Oumou raconte qu'elle a vécu dans des conditions de vie précaires et qu'elle recherche l'autonomie financière en travaillant dans le milieu festif et touristique. Elle estime qu'elle arrive à maîtriser et planifier sa consommation, et à gérer sa santé. Sokhna raconte qu'elle a vécu des événements traumatisants qui jalonnent sa trajectoire (viol, exclusion de la famille, stigmatisation, addiction de couple, maladie, séparation avec son enfant, plusieurs expériences de traitement). Elle estime que les drogues ont eu une emprise sur sa vie. Ces histoires de vies mêlent trajectoires morales, sociales et de soins ; elles reflètent aussi l'impact des transformations sociales sur la consommation de drogues, sur l'exclusion sociale des FUD et sur les possibilités de traitement.

En conclusion, les spécificités sociales des FUD sénégalaises, aujourd'hui, sont marquées par le cumul des vulnérabilités (genre, addiction, contextes) et de nouvelles opportunités (soins, associations).

* rose-andre-yande.faye@ird.fr

La consommation de drogues sur un site d'orpaillage au Mali

Ousmane Coulibaly *¹

¹ Institut des sciences humaines (ISH), Bamako – Mali

Introduction

Le Mali est riche en sites aurifères qui attirent des orpailleurs informels venant de toutes ses régions et des pays voisins (Burkina Faso, Sénégal, Guinée). Ces sites sont devenus des foyers de consommation de stupéfiants. Notre étude avait comme objectif de préciser les produits et contextes de consommation sur un site d'orpaillage au sud du Mali.

Méthode

Une enquête exploratoire de trois mois a été menée en septembre 2022, en prolongement de mon terrain de Master (2016-2017), pour étudier la vie quotidienne des orpailleurs. La méthode qualitative a permis d'utiliser l'ethnographie et l'anthropologie visuelle (usage de la caméra).

Résultats

Plusieurs drogues circulent sur le site d'orpaillage : cannabis, chanvre indien, tramadol. Elles sont consommées en cachette par des orpailleurs appelés *clano*. Elles coexistent avec l'alcool (bières industrielles ou locales : tchapalo, hydromel), utilisé par tous les orpailleurs surtout lorsqu'ils obtiennent leur rétribution. Les personnes qui procurent ces drogues sont des vendeurs ambulants de médicaments et d'autres produits quotidiens (cigarettes, thé, sucre, bonbons...) qui circulent à vélo, mobylette ou à pied. D'autres vendeurs sont installés dans des tentes *bougoussou*. Les vendeurs et consommateurs de ces psychotropes utilisent des expressions codées pour les transactions : *olandia*, *tanco-tanco*, *djine samara*. Les drogues sont consommées comme stimulants, sources d'énergie et d'endurance, mais aussi pour des raisons d'ordre socio-culturel et comme manifestation de la masculinité. La consommation des stupéfiants pourrait être la cause d'effondrement des galeries, de blessures par des outils (pioches, etc), et de problèmes de santé mentale manifestes chez certains jeunes sur le site.

Conclusion

Cette enquête exploratoire a montré la présence de plusieurs drogues sur le site d'orpaillage informel, dans un contexte de brassage culturel. Une enquête plus approfondie devrait être menée pour comprendre l'étendue de la consommation, l'existence de problèmes sociaux (violences) associés et plus largement d'autres enjeux de cette consommation.

* ousmanebaramba@gmail.com

**Session 3A. Transformations,
adaptations, innovations dans la
Réduction Des Risques**

Interprétations et vécu de la Réduction des Risques par les usagers de drogues au Sénégal

Albert Gautier Ndione* ¹, Groupe d'étude Codisocs^{2, 3}

¹ Département de sociologie, Faculté des lettres et sciences humaines, UCAD – Sénégal

² Centre régional de recherche et de formation à la prise en charge clinique de Fann (CRCF) – Sénégal

³ TransVIHMI – Institut de recherche pour le développement, Institut national de la santé et de la recherche médicale, Université de Montpellier – France

À Dakar, depuis 2014, le Centre de Prise en Charge Intégré des Addictions (CEPIAD) offre un dispositif de réduction des risques (RDR) à des usagers de drogues (UD) qui ont une longue expérience de consommation et qui mobilisent leurs savoirs d'expérience pour apprécier ce dispositif. Cette présentation propose d'analyser les interprétations et vécus de la RDR par les UD en les comparant aux principes de l'addictologie.

Les données utilisées sont issues d'observations et d'entretiens conduits, en 2018 et 2019, dans le cadre du projet CODISOCS auprès d'UD et de personnel soignant du CEPIAD.

De nombreux UD interprètent plusieurs composantes de la RDR (PES, TSO, volet psychosocial) en décalage ou en opposition aux principes communiqués par l'équipe du CEPIAD. Certains cherchent à réduire progressivement les doses ou diluent la méthadone dans le but d'arrêter le traitement rapidement. D'autres consomment parallèlement des substances psychoactives (alcool, crack, cannabis) pour retrouver des effets de plaisir, avec comme conséquence la prise d'une seconde dose de méthadone dans la journée quand tous les effets sont "descendus". La distribution de seringues est parfois détournée : certains les redistribuent à des parents diabétiques pour leur injection d'insuline. Les effets perçus de la méthadone sur la libido conduisent certains hommes à consommer du crack en remplacement du plaisir sexuel. Ils disent que les préservatifs devraient plutôt être distribués aux femmes.

Les UD ne sont pas des "patients", ni des consommateurs passifs. La RDR est vue comme un ensemble de pratiques et techniques à interpréter en fonction du contexte dakarais. Les UD développent des stratégies pour s'adapter au traitement comme ils en ont l'habitude et pour gérer des effets néfastes des stupéfiants, avec des attentes qui ne correspondent pas exactement à ce qui leur est proposé.

* ndionealbert86@gmail.com

Implication parentale et processus de traitement chez des patients en injonction thérapeutique au centre d'accueil de la Croix Bleue, Abidjan (Côte d'Ivoire)

Ange-Mathieu Adou* ¹, Kouakou Alain Kouadio¹, Yapi Frégist Ogou¹

¹ Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB) – Côte d'Ivoire

La prise en charge médico-psychosociale des consommateurs de drogues constitue l'une des réflexions actuelles de notre société. Cette volonté sanitaire a suscité de nombreuses réflexions dans les domaines de la santé et de la justice. De ce fait, plusieurs mesures sanitaires ont été mises en place, telles que l'injonction thérapeutique qui contraint le/la mis (e) en cause à se soumettre à des examens médicaux et à un processus de traitement dans des centres spécialisés tels que le Centre d'Accueil de la Croix-Bleue. C'est une structure hospitalière d'excellence en matière de désaccoutumance et de traitement de personnes addictes aux substances psychoactives. Cependant, le processus de traitement des patients toxicomanes admis en injonction thérapeutique au Centre d'Accueil de la Croix-Bleue connaît parfois des perturbations et des interruptions.

Notre réflexion porte sur les facteurs qui font varier le processus de traitement des toxicomanes admis en injonction thérapeutique au Centre d'Accueil de la Croix-Bleue.

La méthodologie de cette étude a reposé sur un questionnaire déterminant l'implication parentale et sur le dossier médical de chacun des quatre-vingt patients interrogés.

Les résultats de cette recherche ont révélé que les patients dont les parents ont une implication interrompent moins le traitement que leurs homologues dont les parents sont désintéressés. Cette étude aiderait les décideurs en apportant des connaissances nouvelles sur l'importance de l'implication parentale dans la mise en place du programme d'injonction thérapeutique en Côte d'Ivoire. Elle pourrait également aider les usagers admis en injonction à un meilleur traitement pour une réinsertion familiale et professionnelle meilleure.

* angemathieuadou19@gmail.com

Acquis, contraintes et défis pour la continuité des services du CEPIAD

Aïcha Sall*¹, Groupe d'étude Codisocs ^{1, 2}

¹ Centre régional de recherche et de formation à la prise en charge Clinique de Fann (CRCF) – Sénégal

² TransVIHMI (IRD, Univ. Montpellier, INSERM) – France

Le Centre de Prise en charge Intégrée des Addictions de Dakar (CEPIAD) assure, depuis 2015, l'accompagnement des personnes usagères de drogues injectables (PUDI). L'objectif de la présentation est d'identifier et d'analyser les facteurs favorisant et limitant la prise en charge des usagers de traitement de substitution aux opiacés (TSO).

Cette étude a été menée au CEPIAD, dans le cadre du projet de recherche CODISOCS, sur la base de 48 entretiens individuels auprès d'usagers de TSO, de patients sortis du programme et de professionnels de santé.

La majorité des patients confirment que l'usage de la méthadone a transformé leur vécu. Ils accordent plus d'intérêt aux activités de la vie courante en s'efforçant de maintenir un mode de vie sain. Certains rapportent qu'ils se sont éloignés du milieu de la drogue, leur permettant de se rapprocher de leurs familles et d'avoir une meilleure sécurité financière.

Cependant les personnes enquêtées rapportent que le nombre de nouvelles inclusions de PUDI a diminué au fil des années. De plus, la détérioration du bâtiment central a, selon elles, limité la mise en place des activités de réduction des risques et l'accessibilité des consultations d'addictologie qui ont lieu dans des espaces restreints, avec de longs délais d'attente. D'autres contraintes sont apparues, incluant la fin de la gratuité des bilans paracliniques, l'insuffisance du soutien en médicaments, l'interruption des activités à but occupationnel ou de réinsertion sociale. Certaines PUDI avancent que la priorité est de plus en plus accordée aux patients venus pour des consultations payantes.

En parallèle aux succès rapportés par des PUDI, des dysfonctionnements semblent liés à la réduction des financements internationaux qui, disponibles en phase pilote, n'ont pas été relayés par des financements nationaux. La présentation approfondira l'analyse en discutant d'autres facteurs limitant l'accessibilité du centre et liés au contexte, aux patients et à l'organisation des soins.

* aichousow@hotmail.fr

Motifs d'arrêt du traitement de substitution aux opiacés et évolution de la consommation chez les patients perdus de vue au CEPIAD

Aïcha Sall*¹, Groupe d'étude Codisocs^{1,2}

¹ Centre régional de recherche et de formation à la prise en charge clinique de Fann (CRCF) – Sénégal

² TransVIHMI (IRD, Univ. Montpellier, INSERM) – Sénégal

Depuis le début du programme du traitement de substitution aux opiacés (TSO) par méthadone au CEPIAD, 305 patients ont été inclus, et 71 patients (23%) sont sortis du traitement. L'objectif de la présentation est de préciser les motifs d'arrêt du TSO, ainsi que l'évolution de la consommation chez des personnes perdues de vue.

Une étude a été menée au CEPIAD dans le cadre du projet CODISOCS sur la base d'entretiens individuels auprès de 13 patients perdus de vue qui ont pu être contactés, de patients sortis du programme, d'usagers de TSO et de professionnels de santé.

Divers motifs de sortie du programme TSO, volontaires ou non, ont été évoqués : l'indisponibilité du traitement hors de Dakar, l'inaccessibilité de la méthadone en cas d'incarcération, la durée du traitement jugée excessive, la crainte des effets indésirables et irréversibles en cas d'une utilisation prolongée.

Concernant l'évolution de la consommation, la plupart des trajectoires des PUDI sont complexes, et aucune d'entre elles ne correspond à une succession simple aboutissant à une interruption de consommation de drogues dès l'entrée dans le programme. Parmi les 13 perdues de vue interrogées, 7 personnes ont rapporté consommer de l'héroïne et/ou du crack. Les autres, qui disent avoir cessé toute consommation de drogue, ont arrêté leur TSO volontairement. Ces personnes disent n'avoir plus ressenti le désir de consommer de la drogue. Elles ont alors mis en place des stratégies pour réduire leur dose de TSO, voire mettre fin à leur traitement, et considèrent que sortir du TSO équivaut à la rémission de leur addiction.

La présentation analysera plus en profondeur les motifs et les différentes trajectoires des patients perdus de vue. En conclusion, elle montre les stratégies des PUDI qui ne suivent pas toujours les prescriptions mais peuvent parvenir à la rémission à leur manière.

* aichousow@hotmail.fr

Retentissement psychosocial de l'usage de drogue chez les parents d'adolescents pris en charge à la Croix Bleue d'Abidjan (Côte d'Ivoire)

Logon Albert Thierry Djako*¹, Kouame Jean Sebastien Kouadio¹, Hassan Guy Roger Tieffi¹

¹ Université Félix Houphouët BOIGNY – Côte d'Ivoire

Introduction

Malgré l'intensification de la sensibilisation sur les méfaits de la drogue, le taux de consommation de stupéfiants chez les adolescents ne cesse de s'accroître en Côte d'Ivoire. Le constat est que la prise en charge de la toxicomanie dans ce pays se focalise sur les usagers sans inclure leurs parents. Or, ces derniers semblent être dans le désarroi du fait de leur impuissance face à la dépendance de leur enfant à la drogue. C'est dans ce contexte que la présente étude se propose de décrire le retentissement psychosocial, chez les parents, de l'usage de drogue de leurs enfants adolescents.

Méthode

Dans cette recherche, les participants sont sélectionnés au moyen de l'échantillonnage par cas multiple. Il s'agit de cinq couples parentaux dont l'enfant usager de drogue est pris en charge à la Croix Bleue d'Abidjan. Les données sont récoltées au cours d'entretiens semi-directifs. Elles sont analysées au moyen de l'analyse de contenu thématique.

Résultats

Les résultats révèlent que le retentissement psychosocial, chez les parents, de l'usage de drogue de leur enfant prend trois formes, à savoir émotionnel (sentiment de culpabilité, de honte, baisse de l'estime de soi), social (rupture des liens affectifs) et économique (famille dépossédée de ses biens, pauvreté liée au coût excessif de la prise en charge).

Conclusion

Cette étude suggère que les parents des usagers de drogues doivent être inclus dans la prise en charge holistique de la toxicomanie afin d'en améliorer l'efficacité.

*djakologon@yahoo.fr

Session 3B

**Politiques des drogues et dispositifs
juridiques et sanitaires**

Les stratégies des usagers de cannabis face à la répression au Sénégal

Mouhamet Diop^{*1, 2}, Groupe d'étude Codisocs^{3, 4}

¹ Université Assane Seck, Ziguinchor – Sénégal

² TransVIHMI – Institut de recherche pour le développement [IRD] : UMR233, Université de Montpellier, INSERM – France

³ Centre régional de recherche et de formation à la prise en charge, CHNU de Fann – Sénégal

⁴ TransVIHMI, Institut de recherche pour le développement, Université de Montpellier, INSERM – France

Au Sénégal, le Code des drogues (loi 97-18) dispose que ceux qui, de manière illicite, achètent, détiennent ou cultivent des plantes ou substances classées comme stupéfiants, à l'exemple du cannabis, sont punis par la loi à des peines d'emprisonnement allant de deux mois à un an et d'une amende égale au triple de la valeur des drogues. Dans la société, le cannabis est sujet à des discours multiples et contradictoires associant sa consommation à une forme de marginalité sociale. L'objectif de cette présentation est de décrire et d'analyser les stratégies des usagers face à la répression.

Cette présentation s'inscrit dans un travail de thèse en cours, d'approche qualitative, basé sur des observations par immersion dans des espaces de consommation et des entretiens individuels et collectifs.

Les usagers de cannabis développent des stratégies sociales afin d'éviter de tomber sous le coup de la loi. Des mesures de prudence leur évitent de se faire prendre par les forces de l'ordre : camoufler leur identité, réguler leur fréquence dans les zones d'approvisionnement, acheter de grandes quantités de cannabis pour assurer la consommation sur une longue durée. En cas d'arrestation, certains usagers négocient leur liberté en échange d'une somme d'argent qui leur est imposée par les forces de l'ordre. D'autres usagers estiment avoir le contrôle de leur consommation qu'ils peuvent réduire ou arrêter momentanément, et/ou font valoir une apparence de soi qui ne laisse aucun soupçon et évite les jugements en appliquant des règles d'hygiène. Enfin, le *sutura* (discretion et maîtrise de soi) est une ressource culturelle mobilisée pour se prémunir des sanctions légales ou sociales.

En conclusion, les stratégies développées par les usagers de cannabis montrent leur volonté de se maintenir insérés socialement et respectables moralement. L'interdit est ainsi intériorisé et semble justifier leurs positions timides concernant la dépénalisation du cannabis.

* mouhamet.diop@ird.fr

Centre thérapeutique ou camp de redressement ? Un lieu de traitement des usagers de cannabis au Sénégal

Mouhamet Diop^{*1, 2}, Groupe d'étude Codisocs^{2, 3}

¹ Université Assane Seck, Ziguinchor – Sénégal

² Centre régional de recherche et de formation à la prise en charge clinique de Fann (CRCF) – Sénégal

³ TransVIHMI – Institut de recherche pour le développement, Université de Montpellier, INSERM, Montpellier – France

Au Sénégal, il existe des recours dits "traditionnels" pour le traitement des troubles mentaux sous l'autorité de marabouts, ouverts aux usagers de drogues. Ces centres se présentent comme des communautés éducatives et religieuses, mais aussi thérapeutiques, hors du système de santé. Leurs activités sont peu connues du public, quelques médias ont dénoncé leur approche coercitive. L'objectif de cette présentation est de décrire les pratiques d'un de ces centres concernant les usagers de cannabis.

Les données sont issues d'entretiens et d'observations réalisés dans un centre maraboutique en Casamance dans le cadre d'une thèse en socio-anthropologie à l'université de Ziguinchor et du projet CODISOCS.

Au moment de l'enquête (2021), ce centre accueillait une trentaine de personnes dont la majorité étaient consommatrices de cannabis. Elles avaient été, le plus souvent, conduites au centre par leur famille à cause de troubles psychiques et relationnels liés (ou pas) à leur consommation. La contention est appliquée par l'utilisation de fers aux pieds visant à les maintenir en traitement, à "éviter leur fuite" et les "agissements violents", et à les éloigner du cannabis. Selon le marabout, la mise à l'écart des drogues permet le sevrage ; la prière et la vie collective permettent de retrouver la dévotion ; le travail permet de renouer avec l'effort. En parallèle, le marabout fournit à certains d'entre eux des psychotropes (neuroleptiques) qui leur avaient été prescrits précédemment dans des centres psychiatriques.

Bien que non conforme aux normes sanitaires et sans personnel qualifié, le centre subsiste en marge du système de santé, pour des personnes qui n'ont pas d'autres solutions du fait de leur exclusion sociale, de la volonté de leurs proches, et du coût élevé des soins dans les structures classiques. Des enquêtes complémentaires dans d'autres centres maraboutiques permettraient de discuter leurs pratiques et leurs impacts.

* mouhamet.diop@ird.fr

Des politiques de drogues respectueuses des droits humains et de la santé au Sénégal. Dynamisme opérationnel et lenteurs institutionnelles

Khoudia Sow*¹, Groupe d'étude Codisocs^{1,2}

¹ CRCF : Centre régional de recherche et de formation sur la prise en charge de Fann – Sénégal

² TransVIHMI – Institut de recherche pour le développement, Université de Montpellier, INSERM, Montpellier – France

Développer des politiques nationales en matière de drogues respectueuses des droits humains et de la santé nécessite l'implication des gouvernements, le développement de plans nationaux, la création de services et programmes de prévention et de prise en charge, la formation des professionnels et la mobilisation de la société civile. Comment ces aspects multiples sont-ils mis en place au Sénégal ?

Dans le cadre du projet CODISOCS, des entretiens semi-directifs (21) et des observations ont été menés auprès des principaux acteurs médicaux, communautaires, issus des institutions judiciaires et impliqués dans la lutte contre la drogue.

La mise en place du Centre de prise en charge intégrée des addictions de Dakar (CEPIAD) en 2014 et l'élaboration du premier plan stratégique par le Comité Interministériel de lutte contre la drogue (CILD) constituent un tournant majeur dans la lutte contre les drogues au Sénégal. En parallèle, les formations sur la Réduction Des Risques (RDR) et l'addictologie, diverses interventions auprès des forces de sécurité, des hommes de loi et des Personnes Usagères de Drogues (PUD) ont favorisé l'évolution des perceptions et des pratiques, jusque-là, centrées sur le "tout répressif", en faveur d'approches plus empathiques. Le CILD a été renforcé par un programme multisectoriel impliquant 18 ministères et des organisations de la Société Civile. Un consensus a été établi pour faciliter l'application de l'injonction thérapeutique avec accès facilité à la méthadone comme alternative à l'incarcération.

Sur le terrain, grâce aux collaborations entre les acteurs communautaires et sanitaires, les forces de sécurité et l'équipe du CEPIAD, de nombreuses PUD ont pu bénéficier d'une prise en charge tout en soulageant les services judiciaires débordés. Mais les évolutions prévues sur le plan législatif et programmatique se sont peu concrétisées. Une nouvelle version de la loi incluant l'injonction thérapeutique, qui a nécessité un long processus de préparation, n'a toujours pas été votée.

Dans la présentation, le contexte et les motifs du décalage entre les niveaux opérationnel et stratégique seront discutés.

* khoudiasow2@gmail.com

Le processus de modification de la réglementation sur les drogues et son impact en Côte d'Ivoire

Prof KOUMA Yao Ronsard Odonkor*¹

¹Comité Interministériel de lutte Anti – Drogue (CILAD)

Introduction

La Côte d'Ivoire a ratifié les différentes conventions internationales sur les drogues et adopté une loi en 1988. Cette loi ignorait des aspects cruciaux tels que les droits humains, la réduction des risques et la recherche. Le pays a alors entrepris une série de réformes majeures de sa réglementation sur les drogues pour corriger lesdites lacunes et améliorer son impact. L'objectif de cette communication est de présenter ce processus de réforme et son impact en Côte d'Ivoire.

Méthodologie

La méthodologie de la révision a été inclusive, impliquant divers acteurs ministériels, la société civile et des partenaires nationaux et internationaux. Elle a combiné des ateliers de sensibilisation, de plaidoyer, l'intégration d'observations en 2017, et un atelier d'imprégnation des parlementaires en mai-juin 2018. Ces efforts ont conduit à l'adoption de la Loi n°2022-407 en juin 2022 qui garantit une meilleure conformité aux normes internationales.

Résultats

La révision a apporté des changements significatifs. La peine de prison pour usage a été réduite (1 à 3 mois), tandis que des peines plus lourdes sont prévues pour les acteurs impliqués dans le trafic. De nouvelles règles de procédure pénale et des mesures spéciales d'enquête ont été instaurées. L'alternative à l'incarcération met l'accent sur l'injonction thérapeutique pour les usagers considérés comme malades. La recherche scientifique est promue pour adapter la réponse de l'État. Des activités de réduction des risques ont été intégrées dans la pyramide sanitaire, avec un financement accru grâce à la confiscation des avoirs criminels et la création de l'Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Criminels.

Conclusion

En adoptant une approche équilibrée, intégrant la réduction des risques et les alternatives à l'emprisonnement, la révision de la politique sur les drogues marque un tournant majeur pour la Côte d'Ivoire, témoignant de son engagement envers les droits humains. Cependant, des défis restent à relever.

* koumayaoronsard@gmail.com

Session 6. Présentation d'exposition, ouvrages et/ou périodiques

Le photovoix pour faire de la recherche sur les drogues : enjeux et perspectives (Exposition, Atelier)

Marie Dos Santos *¹, Gabriel Girard¹, Marion Aubert¹, Perrine Roux¹

¹ SESSTIM – Institut national de la santé et de la recherche médicale - INSERM – France

La méthode Photovoix consiste à donner des appareils photographiques aux personnes enquêtées afin qu'elles documentent leurs pratiques et leurs environnements en utilisant la photographie.

Le Photovoix permet de s'approcher au plus près des pratiques de consommation. Dans les projets que nous avons menés autour des drogues en utilisant le Photovoix, les personnes repartaient avec un appareil photo jetable après un entretien avec la chercheuse, durant lequel quelques consignes éthiques étaient présentées ainsi que le sujet de la recherche (EPOSIM sur les pratiques d'injection de rue et PICTURE-ANRS sur les pratiques de chemsex).

Dans cette communication, nous proposons de revenir sur les principaux éléments méthodologiques du Photovoix qui permettent d'assurer sa mise en place : formation à la méthode, recueil des données photographiques, entretien individuel et focus group. Puis nous reviendrons sur les intérêts de la méthode pour mieux comprendre et connaître les pratiques des usagers, selon leurs points de vue. En effet, la méthode Photovoix permet de voir les pratiques de consommation *in situ*, dans leur matérialité, c'est-à-dire les produits utilisés, les techniques de consommation, les espaces et lieux où elles se déroulent.

A travers les entretiens et focus group, le Photovoix permet également de comprendre, à travers l'explication du but de la prise de photo, les représentations des personnes qui consomment, leur volonté de témoigner, ainsi que les conseils de réduction des risques qu'elles peuvent proposer, selon leurs pratiques et le milieu socio-culturel auquel elles appartiennent.

La forte adhésion des personnes qui participent au Photovoix témoigne d'une volonté de montrer leurs réalités, au-delà des catégories figées et des contraintes des questionnaires. L'aspect créatif, voire artistique, de la photographie est également un élément qui va renforcer la participation des personnes, leur donnant l'occasion de proposer une « autre » manière de les voir, au-delà des stigmates.

* marie.dos-santos@inserm.fr

Session 8 A. Genre, intersectionnalité et diversité

Caractéristiques sociodémographiques et vulnérabilité des femmes usagères de drogues à Dakar et sur la Petite Côte

Sidy Mokhtar Ndiaye* ¹

¹ ENDA Santé – Sénégal

Contexte

En 2011, l'enquête UDSEN menée à Dakar avait confirmé l'existence d'une population de femmes usagères de drogues injectables et montré que ces femmes, quoique moins nombreuses que les hommes, sont davantage concernées par l'infection au VIH. Ainsi, la prévalence du VIH chez les femmes injectrices était de 21,1% contre 7,5% chez les hommes.

En 2021, ENDA Santé a décidé d'accompagner une association dans le cadre du projet "Mise en place d'une association de femmes usagères de drogues" financé par OSIWA. Une des composantes de ce projet est la réalisation d'une étude sur la vulnérabilité des femmes usagères de drogue. L'objectif était de décrire les caractéristiques sociodémographiques et biologiques, et la consommation des femmes usagères de drogues à Dakar et sur la Petite Côte.

Méthode

Il s'agit d'une étude descriptive et exploratoire utilisant des méthodes qualitatives, qui a principalement visé les femmes usagères de drogue de Dakar et de la Petite Côte. La méthode d'échantillonnage de la boule de neige a été utilisée ainsi que deux outils de collecte d'informations : un guide d'entretien semi-structuré pour les entretiens individuels et un autre pour les focus groupes. Les entretiens ont été enregistrés sur un dictaphone, et ont été retranscrits au format Word avant l'analyse.

Résultats

L'étude a concerné au total 80 femmes à travers 50 entretiens individuels et 2 focus group. L'analyse préliminaire souligne des résultats importants. Les femmes usagères de drogue sont de tous âges. Les femmes enquêtées ont entre 21 et 63 ans. Elles consomment principalement du crack, dérivé de la cocaïne encore plus dangereux et qui est à un prix plus accessible que les produits purs. La consommation de la drogue est très largement associée au travail du sexe, à l'expérience de la prison et à la violence notamment sexuelle. Les femmes mettent l'accent sur le besoin d'une prise en charge sanitaire holistique, sollicitent un appui pour l'arrêt de la consommation et la mise en place d'un environnement plus sécurisé pour les femmes qui sont dans un processus d'arrêt tel qu'une maison dédiée. Elles sont nombreuses (33) à avoir déjà essayé d'arrêter sans succès et 37 soulignent l'arrêt de la consommation comme une perspective à court et à moyen terme. La réinsertion sociale est également un objectif à cause du poids de la stigmatisation et cela malgré la présence d'un membre de la famille ou de l'entourage qui leur apporte un soutien financier.

Conclusion

Cette étude contribue à une meilleure compréhension des besoins des femmes usagères. Elle souligne leurs spécificités et offre des orientations pour des interventions sur le terrain encore plus adaptées.

* e sidy.ndiaye@enda-sante.org

Genre et drogues dans le milieu du transport en commun à Abobo

Angèle Ouraga* ¹, Hermann Crizoa¹

¹ Ecole normale supérieure d'Abidjan (ENS) (LEPPE) – Côte d'Ivoire

L'objectif que vise cette étude est de décrire le rôle des femmes et des filles dans la consommation des drogues par des acteurs, dans le milieu du transport en commun privé des mini cars appelés *gbaka*.

La commune d'Abobo (Abidjan) constitue le site de l'étude. Les participant.e.s à l'enquête sont des *gnambros* (jeunes à la marge sociale censé réguler le transport, qui consomment de la drogue) et *non-gnambros*, des chauffeurs et apprentis *gbaka*, des autorités municipales et des usagers/ères de *gbaka*. La recherche documentaire, les questionnaires ainsi que les entretiens ont été utilisés lors de cette étude. Les analyses quantitative et qualitative ont permis de recueillir les données et le logiciel Sphinx a permis leur traitement.

Les résultats montrent le rôle important des femmes et des filles commerçantes dans la circulation de drogues au sein et aux abords des gares et lignes de *gbaka*. Parallèlement à la commercialisation de produits licites autorisés sur les sites (gares et arrêts), des femmes procèdent, sur la base d'un langage codé (entre acheteur et vendeur) à la vente de produits illicites. Elles ravitaillent différents acteurs intervenant dans le milieu du transport en commun privé des *gbakas* dans la commune d'Abobo, à la recherche de ressources pour accroître leur autonomie.

Les commerçantes participent à la polyconsommation au sein des gares routières et des lignes de *gbaka*. Des substances telles que le tabac, l'alcool, les solvants et les calmants sont vendues sans contrainte, donc exposées par les commerçantes, contrairement aux cannabis, cocaïne, amphétamines et autres comprimés qu'elles vendent de manière invisible.

* angeleouraga@gmail.com

Briser les Barrières de Santé : L'impact du Projet de Paroles Autour de la Santé sur l'Accès aux Soins des Femmes Usagères de Drogues à Abidjan

Felicien Tia* ^{1, 2, 3}, Désiré Déjourneux Adou², Tokou Antoine Assoumou², Matina Keita²

¹ Institut des sciences anthropologiques de développement de l'Université Felix Houphouët BOIGNY, Médecins du Monde Côte-d'Ivoire (ISAD, MdM) Côte-d'Ivoire – Côte d'Ivoire

² Association Communautaire Paroles Autour de la Santé (PAS) – Côte d'Ivoire

³ Programme national de lutte contre le tabagisme, l'alcoolisme, la toxicomanie et les autres addictions (PNLTA) – Côte d'Ivoire

Description du problème

Les femmes usagères de drogues (FUD) à Abidjan font face à des défis sociaux et sanitaires majeurs en raison du manque d'initiatives de santé adaptées, entravant leur accès aux services de santé. Les femmes enceintes de cette population subissent une stigmatisation intense et une discrimination accrue lorsqu'elles cherchent des soins. Pour remédier à cela, l'association *Paroles Autour de la Santé* (PAS) a mis en œuvre un projet novateur visant à améliorer l'accès aux services de prévention et de prise en charge du VIH/IST pour les FUD précaires à Abidjan.

Méthodologie

Le projet implique la formation de cinq éducateurs pairs, d'anciens usagers de drogues reconnus, sur des aspects cruciaux tels que la physiopathologie du VIH, de l'hépatite B et C, les pratiques sexuelles à risque, le dépistage, la prévention de la transmission de la tuberculose, et les techniques de communication pour le changement de comportement.

Résultats

Au cours de 53 sorties sur le terrain, l'association PAS a sensibilisé 375 femmes UD sur le VIH, la tuberculose, et l'importance du dépistage. Elle a distribué 1055 préservatifs, dépisté 124 UD sur le VIH/Sida, identifiant huit cas positifs. Le projet a facilité le suivi en Consultation Périnatale (CPN) et a contribué à l'accouchement de huit femmes UD, dont quatre étaient porteuses du VIH. Cependant, l'accès effectif aux soins, à la prise en charge, et à l'information sanitaire reste un défi persistant pour cette population stigmatisée.

Leçons apprises

Les leçons tirées mettent en lumière l'efficacité de l'approche par pair-éducation, qui permet des résultats tangibles malgré un environnement répressif. L'association PAS, bénéficiant d'une plus grande légitimité et confiance, offre une contribution significative. Un soutien continu à cette approche novatrice est essentiel pour surmonter les défis persistants liés à l'accès aux soins de santé pour cette population vulnérable.

* tiafelicien@yahoo.fr

Drogues et réponses sensibles au genre au Sénégal : les besoins spécifiques des femmes sont-ils suffisamment pris en compte ?

Rose André Faye* ^{1, 2}, Groupe d'étude Codisocs¹

¹ TransVIHMI, Institut de recherche pour le développement, Institut national de la santé et de la recherche médicale, Université de Montpellier – France

² Centre régional de recherche et de formation à la prise en charge clinique de Fann (CRCF) – Sénégal

La littérature internationale indique que le domaine des politiques sociales en matière de drogues est dominé par un modèle non genré et centré sur le masculin. Les services de Réduction des Risques (RdR) sont en expansion en Afrique, mais les aspects spécifiques au genre sont souvent négligés et les femmes, souvent minoritaires y voient rarement leurs besoins pris en compte. Qu'en est-il du Sénégal ? Quelles sont les initiatives sensibles au genre élaborées par les acteurs de la RdR et les limites qui apparaissent ?

Cette présentation s'appuie sur des entretiens, observations et immersion dans le milieu des usagers de drogues pour une thèse d'anthropologie sur les trajectoires des femmes UD au Sénégal soutenue en 2022, associée au projet CODISOCS.

Deux approches visent à répondre aux besoins sanitaires et psychosociaux des femmes :

- un accueil centré sur les femmes (consultations gynécologiques, journées dédiées aux femmes, dépistage VIH, groupes de parole)
- et un accompagnement axé sur le renforcement des capacités (responsabilisation des communautés, formations des pairs médiateurs, soutien aux associations d'UD, activités génératrices de revenus).

Cependant, les réponses actuelles restent partielles (les initiatives de soutien psychosocial restent limitées et l'offre de services gynécologiques n'est pas permanente). Elles sont focalisées sur les consommatrices de cocaïne/crack et d'héroïne alors que les besoins sont diversifiés selon les profils. Les acteurs mettent au centre de leurs préoccupations la vulnérabilité aux risques infectieux dans les réponses globales. Ils sont souvent confrontés à des problèmes de financement et à la stigmatisation perçue qui entrave la participation des femmes aux activités.

En conclusion, nos résultats montrent la nécessité d'ouvrir les services à des usagères d'autres substances en répondant aux besoins spécifiques des femmes, de mener des recherches supplémentaires pour adapter les interventions et de mobiliser des financements pour des approches plus efficaces permettant d'améliorer l'accès aux soins des femmes.

* rose-andre-yande.faye@ird.fr

Droguer l'autre : l'usage féminin des substances aphrodisiaques en Afrique de l'Ouest

Francesca Mininel* 1, 2

1 Sciences économiques et sociales de la santé et traitement de l'information médicale (SESSTIM) – Aix-Marseille Université - AMU, Institut de recherche pour le développement [IRD] : UMR1252,

Institut national de la santé et de la recherche médicale - INSERM – France

2 Institut Paoli-Calmettes (IPC) – fédération nationale des centres de lutte contre le cancer (FNCLCC) – France

En Afrique de l'Ouest, l'usage de substances en contexte sexuel se pose de manière accrue. Plusieurs études ont montré que les pratiques intravaginales tels que l'usage de produits vaginaux par douche intime, l'insertion d'objets et/ou de vaporisation de substances sont dangereuses pour la santé sexuelle des femmes. Notre travail doctoral et postdoctoral a interrogé la circulation et l'utilisation des produits vaginaux chez les jeunes femmes d'Afrique de l'Ouest. Les résultats sont issus de plusieurs enquêtes qualitatives, conduites au Togo (2016 et 2021) et au Ghana (2022).

Cette communication aborde la diversité des substances qui circulent (ovules, gels, liquides et poudres), la variabilité des effets et le sens donné à leur utilisation (médicaments, cosmétiques, objets marchands et "potions d'amour" pouvant exercer un contrôle "spirituel" et "ferrer" le conjoint ou le partenaire). S'il existe des remèdes "néo-traditionnels", fabriqués par des tradithérapeutes, on retrouve également des substances "secrètes" vendues par des femmes appartenant aux ethnies kotokoli et haussa revendiquant un savoir-faire "hérité" de leur mères et grands-mères. Une partie importante de ces produits proviennent également d'Asie, du Moyen Orient et d'autres pays d'Afrique.

Notre analyse fournit un éclairage sur les transformations dans les rapports de genre et dans les pratiques sexuelles traversant les sociétés urbaines ouest-africaines. Nous y questionnons les effets des produits sur la santé des utilisatrices : le risque addictif par rapport à l'usage fréquent, la toxicité et autres risques associés (dysfonctionnement sexuel, VIH, cancer du col de l'utérus...). Nous discutons nos résultats à la lumière de la littérature sur la consommation sexualisée des substances psychoactives en évoquant la place de divers produits dans la sexualité et les motivations rapportées (plaisir, libido, confiance...) et l'importance de développer ces aspects dans les programmes de RDR sensibles au genre en Afrique.

* francesca.mininel@gmx.com

Session 13. Posters

Des expériences communautaires de la RDR

f

L'arbre à palabres : Cultiver le dialogue et l'empowerment dans la lutte contre les addictions en Afrique Francophone Paroles Autour de la Santé et l'Environnement (PASEN)

Jérôme Evanno* ¹

¹ Expert indépendant en Réduction des Risques – Côte d'Ivoire

"L'Arbre à Palabres", journal fait par et pour les usager-e-s de drogues, ex usager-e-s de drogues, leurs proches et les parties prenantes en Afrique francophone, a été lancé en 2022, grâce au soutien d'OSIWA. Composé par une équipe de militants et d'experts, ce journal s'organise autour d'un comité de relecture pointu. La première phase a donné vie à quatre numéros et une seconde phase (sans aucun financement) a permis la réalisation du numéro 5 & 6 dont la portée s'étend à de nombreux pays d'Afrique francophone et à l'international. Abordant des sujets liés à la santé, du VIH à la tuberculose, en passant par les addictions, les hépatites, et la santé mentale, ce média explore également les questions cruciales des droits humains et des politiques des drogues, agrémentant ses pages d'articles, de témoignages, et d'interviews.

L'objectif de ce journal est de diffuser des informations scientifiquement validées, de sensibiliser, et de susciter le dialogue, avec un accent particulier sur le VIH/SIDA, les droits humains, et les politiques des drogues.

La troisième phase comprendra l'édition de trois numéros et d'un numéro spécial, tant en version numérique qu'en édition papier, pour répondre aux attentes et besoins de nos lecteurs.

Ce projet répond à une demande des UD. Il permet la promotion de la santé, la prévention des infections transmissibles sexuellement et par le sang, la défense des droits, et l'implication communautaire. Unique en son genre en Afrique francophone, il constitue un support essentiel pour signaler les abus et la discrimination, et pour témoigner.

Ce projet, centré sur la participation communautaire, sollicite des contributions créatives rémunérées ou bénévoles. "L'Arbre à Palabres" s'efforce de faciliter la distribution et la diffusion des numéros par le biais d'associations communautaires dans les pays concernés.

* evannojerome@yahoo.fr

Action de réduction des risques auprès des personnes usagères des drogues dans la ville de Bukavu, en République Démocratique du Congo

Ghislaine Budema *¹, Jocelyne Bisimwa¹

¹ SOS SIDA – Congo-Kinshasa

Contexte

L'usage des drogues constitue un défi au développement et à la santé en Afrique. En RDC, la consommation des drogues s'intensifie et on note un manque de programme dédié aux addictions. Les personnes qui consomment et s'injectent des drogues sont à risque de contracter le VIH mais n'accèdent pas aux services de Réduction des Risques. En 2016, la Séroprévalence du VIH chez les usager.e.s en RDC était de 5,2%.

Clandestinité des usagers, indisponibilité des services dédiés, insuffisance de personnel qualifié en RdR, répression systématique, stigmatisation des PUD et faible implication des associations communautaires sur la problématique des drogues et de la réduction des risques sont les multiples causes du haut risque de contracter le VIH.

Objectif

Faire émerger la problématique de l'usage des drogues et contribuer à la réduction des risques auprès des usager.e.s dans la ville de Bukavu.

Description des activités

Cinq prestataires sont formés sur la RdR. Les services d'entretien psychologique, la sensibilisation sur les risques liés aux drogues, le dépistage et la prise en charge syndromique des IST, l'offre de matériels de prévention, la mise à disposition d'espace convivial pour les usagers au Centre médical, les soins médicaux et la médiation familiale sont offerts en stratégies mobile et fixe.

Résultats

157 usagers ont été touchés en 9 mois dont 32 usagers de drogues injectables. 126 personnes ont été dépistées pour le VIH, dont 3 cas de VIH+ mis sous traitement (2,38 % de prévalence de VIH). Une personne dépistée Hépatite B et C positif, 3 hépatites C positif, 5 Syphilis positif. 2 jeunes UD ont été référencés dans un centre au Burundi.

Conclusion

SOS SIDA a mené une action pilote qui a démontré la réalité des problèmes de santé liés à l'usage des drogues dans la ville de Bukavu. Cette expérience permettra à l'association d'implémenter un programme adapté de réduction des risques liés à l'usage des drogues.

Bilan des activités de réduction des risques dans les ‘fumeurs’ de l’association PASEN à Daloa (Côte d’Ivoire)

Stanislas Houndji^{1,2}, Konan Bah Modeste Gnamien^{1,2}, Stéphane Jérôme Evanno², Yao François Kouakou^{1,2}, Tano Kouadio Adingra³, Ange Privat Semi Bi Zoro², Romuald Tian Bi², N’dri Kpôlè Modeste Konan Koffi^{1,2}

1 Département de sociologie et d’anthropologie, Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa – Côte d’Ivoire

2 Association Communautaire Paroles Autour de la Santé et de l’environnement (PASEN) – Côte d’Ivoire

3 Côte d’Ivoire Energie – Côte d’Ivoire

L’Association communautaire *Paroles Autour de la Santé et de l’Environnement* (PASEN), créée en 2021 à Daloa en Côte d’Ivoire, mène des activités de Réduction des Risques dans les ‘fumeurs’, incluant notamment des séances de sensibilisation et de dépistage VIH, tuberculose (TB), paludisme, le référencement vers les Centres de Santé, la distribution de matériels de consommation.

La création de cette association se justifie par le fait que la majorité des associations et ONG militant en faveur des Usagers de Drogues (UD), reste concentrée dans la capitale économique (Abidjan). L’exhaustivité des données sur les UD se trouve ainsi affectée, car les données épidémiologiques sur le VIH et la TB ne prennent pas en compte les cas de l’intérieur du pays. Les données sur les facteurs de risque associés et les obstacles à la prévention, au dépistage, au traitement et les actions de plaidoyers pour les droits humains ignorent, également, les localités de l’intérieur. Cette situation ne favorise pas une structuration holistique des interventions à l’échelle de tout le pays.

Cette présentation dresse le bilan des activités de PASEN en 2023. La méthodologie utilisée pour mener les activités est basée sur une approche communautaire et partenariale.

PASEN a réalisé, en 2023, dans le Haut Sassandra, plus de 10 sorties de terrain, sensibilisé 1095 UD sur le VIH, la TB, les droits humains et la réduction des risques. De plus, elle a distribué 1124 préservatifs masculins et 300 embouts pour les pipes à crack, dépisté 1018 UD sur le VIH/sida dont 02 positifs et convoyé 03 boîtes de crachats au centre anti-tuberculeux avec 03 personnes TB+ sous traitement. PASEN a également participé au 3ème Congrès sur la Santé et Engagement Communautaire. Au niveau des difficultés, nous pouvons mentionner la gestion difficile des pairs éducateurs, le manque de financement et le peu d’intérêt accordé aux UD de l’intérieur du pays.

Burundi : Les pair.e.s usager.e.s de drogues injectables (UDI) au centre d'une prise en charge différenciée du VIH. Approche centrée sur le.la patient.e avec et pour les UDI

Eric Nsengiyumva*¹

¹ Burundi association of people who use drugs (BAPUD) – Burundi

Burundi Association of People who Use Drugs (BAPUD), l'association d'usagers de drogues et anciens usagers, a choisi de mettre en œuvre des activités d'accompagnement auprès des UDI en suivant les principes de "la prise en charge différenciée du VIH" (facilitée par Sidaction). Ainsi, le travail communautaire avec et pour les UDI se concentre sur une approche centrée sur le.la patient.e qui simplifie et adapte les services VIH tout au long de la cascade afin de refléter les préférences et les attentes des UDI vivant avec le VIH.

Méthodologie

La méthode qualitative, basée sur la collecte et l'analyse des données communautaires produites par BAPUD au Burundi, a permis d'explorer les stratégies à développer pour chaque catégorie d'UDI.

Pour plus d'impact, on a organisé des :

- Formations sur l'accompagnement spécifique des UDIVVIH auprès de pair.e.s et soignants.
- Dépistages avant 8h par les pair.e.s vivant dans les lieux de consommation, avant consommation
- Distributions d'autotests et interventions accompagné.e.s de soignant.e.s de l'ANSS pour tests de confirmation et afin de garantir la mise en lien effective avec le centre ANSS
- Accueil des UDI à l'ANSS par une paire BAPUD
- Récupération de listes d'abandons traitement pour reprise ARV et accompagnement psychosocial.

Résultats

Sur 47 lieux de consommation identifiés, les activités menées par BAPUD ont permis en 2023 de :

- Sensibiliser 4241 UDI, causeries prévention VIH/IST/TB et information promotion RDR
- Dépister 1398 UDI.
- Accompagner, la première année, 79 UDIVVIH (63 nouveaux cas et 16 abandons de traitement retrouvés).

Conclusion

La mobilisation, sensibilisation, dépistage et PEC différenciée par les pairs ont permis aux 79 UDIVVIH accompagnés par BAPUD d'avoir accès aux soins et d'être maintenu.e.s sous ARV. L'expérience fait ressortir un défi en termes de programmes sur la nutrition, non initialement prévus dans les projets, mais primordiaux afin d'améliorer l'efficacité des accompagnements.

* ericmadoo2@gmail.com

Paris-Issia : Séjour à « la Maison » de l'ONG Y Voir & Sourire

Paul Van Eersel*¹

¹ Association Oppelia [Paris] – France

A travers le récit du séjour au sein d'un lieu d'accueil d'usagers de drogues ivoirien situé à proximité d'Issia, d'un groupe composé de professionnels et d'usagers issus d'un Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) parisien, je propose d'explorer certaines des ressources susceptibles de servir de levier dans l'intervention en matière d'addiction en Côte d'Ivoire.

J'enfoncerai d'abord quelques portes ouvertes en insistant sur la puissance du levier communautaire dont nous avons pu observer qu'il s'appuie sur de nombreux relais dans le tissu social, sur des compétences très ancrées dans la population en matière de mise en forme de la parole (y compris chez les PUD), ou encore sur une capacité de mobilisation des familles remarquable. Je mentionnerai à cet égard la mobilisation de l'un des résidents de la Maison en vue d'intervenir auprès des jeunes habitués du fumoir local, initiative que nous avons suscitée lors d'une rencontre avec le chef du village et dont nous suivrons les développements prometteurs. Cette initiative vise deux axes : l'instauration d'espaces de paroles entre usagers sur le modèle des groupes d'autosupport occidentaux (Alcooliques Anonymes, Narcotiques Anonymes) et le développement d'une activité agricole, par les jeunes usagers, sur la parcelle d'un habitant en lien avec l'ONG.

Mais d'autres ressources entrevues sortent peut-être davantage des sentiers battus : je mentionnerai notamment l'excellent accueil réservé à la méditation de pleine conscience que les résidents de la Maison ont rapidement intégrée à leurs pratiques quotidiennes.

Toutes ces pratiques, ressources et projets ont en commun de ne réclamer aucun moyen dont ne disposeraient pas les individus, les familles et les collectivités locales. C'est sur ce principe de sobriété et de réalité que se sont appuyées nos initiatives et celles que nous avons eu l'occasion d'encourager lors de ce séjour qui ne restera pas une expérience isolée.

* paul.vaneersel@gmail.com

Répondre aux défis de la COVID-19 par une approche communautaire inclusive : L'impact de l'initiative de Paroles Autour de la Santé auprès des usagers de drogues en Côte d'Ivoire.

Felicien Tia* ^{1, 2, 3, 4}, Désiré Déjourneux Adou³, Dié N'dri Sandrine Kouadio³,
Tokou Antoine Assoumou³

¹ Institut des sciences anthropologiques de développement de l'Université Félix Houphouët Boigny – Côte d'Ivoire

² Médecins du Monde Côte-d'Ivoire– Côte d'Ivoire

³ Association communautaire Paroles Autour de la Santé (PAS) – Côte d'Ivoire

⁴ Programme national de lutte contre le tabagisme, l'alcoolisme, la toxicomanie et les autres addictions (PNLTA) – Côte d'Ivoire

Contexte

La pandémie de COVID-19 a exacerbé les défis auxquels sont confrontées les populations précaires en Côte d'Ivoire. La désinformation dans les médias sociaux et la méfiance envers le système de santé ont particulièrement impacté les usagers de drogues (UD), entraînant une réticence à l'égard du vaccin. L'association communautaire Paroles Autour de la Santé (PAS) a répondu à cette problématique en lançant un projet d'urgence visant à sensibiliser et vacciner les UD contre la COVID-19.

Intervention

Cinq éducateurs pairs et deux anthropologues ont été formés par l'ONUSIDA sur la prévention, l'efficacité du vaccin et les techniques de Communication pour le Changement de Comportement lors d'ateliers. Les activités du projet portaient sur la sensibilisation et l'éducation à travers des focus group au sein des fumoirs de drogues, puis sur le référencement des UD dans les centres de vaccination COVID-19.

Résultats et Impact

PAS a effectué 90 sorties sur le terrain, sensibilisé 1500 UD, distribué des équipements de protection individuelle, et vacciné 256 UD, dont 20% de femmes. De plus, 7% des UD vaccinés étaient des personnes vivant avec le VIH (UD-PVVIH). Malgré ces réalisations, l'accès à l'information et aux soins reste un défi persistant pour les UD. Les actions de PAS, reposant sur une combinaison d'éducateurs pairs, d'anciens usagers, d'UD, et d'anthropologues, ont permis une mobilisation efficace des UD autour de la vaccination. L'approche de pair-éducation a renforcé la légitimité et la confiance, soulignant l'importance de soutenir de telles initiatives pour une réponse adaptée aux besoins des populations vulnérables.

Conclusion

Ces constats soulignent l'importance de continuer à soutenir les organisations telles que PAS, afin d'améliorer l'accès à l'information et aux soins, et de renforcer la résilience des communautés usagères de drogues face aux défis sanitaires.

* tiafelicien@yahoo.fr

Transformation des systèmes juridiques et sanitaires en faveur des usager.res de drogue au Burkina Faso

Edouard Sanou*¹

¹ Association Espoir pour Demain (AED) – Burkina Faso

Le Burkina Faso, habituellement pays de transit, connaît de plus en plus une hausse de consommation de la drogue. En effet, au cours de l'année 2022, plus de 57,84 tonnes de cannabis, une tonne de cocaïne et 35,54 tonnes de médicaments et d'autres stupéfiants ont été saisis. La consommation de cannabis et des autres drogues constitue un délit répressif défini dans la loi n°17/99/AN portant code des drogues au Burkina Faso.

Telle qu'elles sont aujourd'hui conçues et mises en œuvre, les normes qui répriment la consommation des stupéfiants posent d'énormes difficultés qui ne permettent pas une action efficace en matière de protection de la santé publique. L'arsenal juridique répressif du pays n'est pas favorable au respect des droits humains. Toutes choses qui entraînent, selon un constat, un faible accès des consommateurs de la drogue à des services de soins adaptés.

L'Association Espoir pour Demain, à travers ses actions de plaidoyer, s'inscrit dans une dynamique pour l'évolution et la prise en compte de la réduction des risques dans la politique nationale afin de convaincre l'autorité d'alléger les lois sur la drogue. Dans sa démarche communautaire, la mise en place des programmes de sensibilisation et de réinsertion sociale consistera à aller rencontrer, informer et dépister des personnes usagères de drogue sur leurs lieux de vie et de consommation et à susciter leur implication dans les projets et les politiques auxquelles ils sont concernés .

En somme, la consommation de la drogue étant un problème de santé publique, il est du devoir et de la responsabilité de tous les acteurs de la société civile, acteurs sanitaires et juridiques, de travailler en synergie d'action pour une prise en charge holistique.

* email@edouardsanou

Vulnérabilités chez les usagers-ères de drogues et adaptations en milieu communautaire en période de crise sanitaire au Burkina Faso et au Sénégal

Diane Dondbsanga*¹, Juliana Castro Avila², Micaillou Magassouba³, Eve Arlette Somda⁴, Moussa Guindo¹, Océane Apffel Font², Rosemary M. Delabre², Daniela Rojas Castro^{2, 5}, Nicolas Lorente^{2, 6, 7}, Marion Di Ciaccio²

¹ ARCAD Santé PLUS, Bamako – Mali

² Coalition PLUS, Laboratoire de recherche communautaire, Pantin – France

³ Alliance nationale des communautés pour la santé, Dakar – Sénégal

⁴ REVS PLUS, Bobo Dioulasso – Burkina Faso

⁵ Aix Marseille Univ, INSERM, IRD, SESSTIM, ISSPAM, Université d'Aix-Marseille, Marseille – France

⁶ Centre d'estudis epidemiològics sobre les infeccions de transmissió sexual i Sida de Catalunya (CEEISCAT), Departament de salut, Generalitat de Catalunya, Badalona – Espagne

⁷ Centro de investigación biomédica en red de epidemiología y salud pública (CIBERESP), Madrid – Espagne

Contexte

L'Afrique de l'Ouest est marquée par des inégalités chez les usager.ère.s de drogues (UD) d'accès aux services et soins du VIH, VHC et par l'absence de services de réduction des risques appropriés. Notre étude s'intéresse aux vulnérabilités vécues par les UD et aux adaptations mises en place en période de crise sanitaire.

Méthodes

Le programme de recherche communautaire EPIC de Coalition PLUS a connu la participation de deux organismes communautaires (OC) : l'ANCS au Sénégal et REVS PLUS au Burkina Faso. Un questionnaire a été administré en face à face auprès des UD entre mars et septembre 2021. L'étude décrit les vulnérabilités et les adaptations mises en place par les OC durant la crise sanitaire afin d'assurer la continuité de services auprès des UD.

Résultats

L'échantillon était composé de 213 UD dont 23,0% UD injectables (UDI). L'âge médian était de 39 ans (IQR : (27 ; 50)) ; 90,6% étaient des hommes ; 39,4% et 15,0% avaient respectivement un niveau d'études secondaire et supérieur. 88,3% résidaient en milieu urbain ; 62,6% au Burkina Faso et 36,2% au Sénégal. 68,5% consommaient du cannabis ; 51,6% de l'alcool ; 43,1% des opioïdes et 39,0% de la cocaïne. Les participant-es ont déclaré avoir eu une dégradation financière légère (27,2%) à importante (56,8%) ; 63,4% ont bénéficié du soutien de travailleurs-euses d'une OC de proximité et 52,6% du soutien de leurs pairs. Parmi les UDI, 59,2% ont bénéficié de programme d'échanges de seringues maintenus en outreach.

Conclusion

La valeur ajoutée par la réponse communautaire auprès des UD a favorisé le continuum des services par le développement de services adaptés à leurs besoins et une solidarité entre pairs en période de crise sanitaire.

* ddondbzanga@coalitionplus.org

La contribution du CEPIAD au programme VIH du Sénégal à travers les activités de Réduction des risques (RdR)

Idrissa Ba ^{*1,2}

¹ Centre de prise en charge intégrée des addictions de Dakar (CEPIAD) – Sénégal

² Université Cheikh Anta Diop de Dakar [Sénégal] (UCAD) – Sénégal

Introduction

L'enquête Usagers de Drogues au Sénégal (UDSEN), réalisée en 2011 à Dakar, a montré des taux élevés de prévalence du VIH et VHC chez les consommateurs de drogues injectables (CDI). Face à cette situation, une équipe de terrain a été mise en place pour mener des activités de réduction des risques (RdR). Dans la même lancée en 2015, le Centre de Prise en charge Intégrée des Addictions de Dakar (CEPIAD) a démarré ses activités pour permettre l'accès aux soins des CDI.

Objectifs

- Décrire les activités de RDR liées à la consommation de drogues au CEPIAD
- Analyser les effets des activités du CEPIAD sur le travail de terrain

Méthodologie

L'analyse des données de l'équipe de terrain a été réalisée à partir de l'extraction de la base de données comportant l'exhaustivité des comptes rendus journaliers des sorties réalisées. Également, une extraction de la base de données médicales du CEPIAD a été réalisée sachant que le même identifiant anonyme par CDI a été utilisé par le centre (Janvier 2015 à Décembre 2022). En outre, l'estimation de la taille de la population de CDI est tirée des résultats de l'enquête UDSEN.

Résultats

Parmi les 2781 patients suivis au CEPIAD, 577 étaient des CDI. 3333 tests VIH ont été réalisés et 20 sont revenus positifs. Tous les CDI séropositifs ont été mis sous traitement antirétroviral et régulièrement suivis par un médecin somaticien.

Conclusion

La mise en place de l'équipe de terrain de RdR a permis en sept ans de sensibiliser au moins une fois près de la moitié de la population de CDI estimée à 1324 dans la région de Dakar. Elle a également facilité l'accès aux soins des CDI au CEPIAD par un système de référence. Les défis restent d'assurer un cadre légal et social favorable aux activités de RdR.

* sauvermasante@outlook.fr

Session 14. Posters

Etudes et recherches

Etude différentielle et clinique d'un cas de dépendance alcoolique chronique en traitement au Centre d'Accueil de la Croix-Bleue d'Abidjan

Ossei Kouakou*¹, Marie Chantale Ntjam²

¹ Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB) – Côte d'Ivoire

² Université de Douala – Cameroun

L'étude porte sur un patient alcoolique chronique de sexe masculin, âgé de 50 ans, hospitalisé au Centre d'Accueil de la Croix-Bleue d'Abidjan pour une cure de désintoxication alcoolique. Elle vise à fournir une description différentielle et clinique de la personnalité du patient sous l'angle de ses conduites intellectuelles, de son rapport au réel et sa socialisation, de sa dynamique affective et de son angoisse. A cette fin, nous avons adopté une démarche méthodologique qui a consisté à utiliser l'observation, les entretiens cliniques, le test du 16 PF et le test du Rorschach. Il ressort de cette investigation que le patient présente des troubles de la personnalité qui se traduisent par des perturbations cognitives, sociales et affectives. Ces résultats ont été analysés, interprétés et discutés sur la base des théories psychodynamiques.

* osseik@yahoo.fr

Des enjeux relatifs à la taxation du tabac dans les pays de la CEDEAO: perspectives en recherche économique et juridique

Mohamed Ane*¹

¹ Université d'Artois (UA) – France

L'usage du tabac tue, chaque année, plus de 8 millions de personnes dans le monde. Si la majorité d'entre elles est composée de fumeurs ou d'anciens fumeurs, près de 1,2 million des non-fumeurs sont par ailleurs involontairement exposés au tabagisme passif. En outre, plus de 80 % du 1,3 milliard de fumeurs dans le monde vivent dans les pays en voie de développement. Cette situation constituera un défi majeur de santé publique en Afrique, en raison du doublement de sa population prévue en 2050.

Le tabagisme est un problème de santé publique dans lequel la dimension économique est clairement prédominante. Le choix de fumer est en effet soumis à de nombreuses contraintes économiques et les méfaits du tabagisme sont en partie financiers puisqu'il induit un appauvrissement individuel via le coût moyen supporté par le patient (et/ou sa famille) et une augmentation des dépenses en santé pour les États, à travers les prises en charge, les remboursements de soins, etc.

Cette communication propose une réflexion sur les politiques de régulation de la consommation du tabac dans les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). L'argumentation est construite à partir de l'approche économique coût-bénéfice.

Il en ressort que, même si les politiques fiscales et tarifaires sont nécessaires pour diminuer la demande de tabac, celles-ci doivent permettre de renforcer les politiques d'information et de sensibilisation pour une approche globale de lutte contre le tabagisme, notamment passif. Ainsi, nous suggérons d'inventer de nouvelles formes de régulation qui s'inscrivent dans une logique de promotion et d'éducation à la santé pour les personnes dépendantes et/ou pauvres.

* mohamed.ane@laposte.net

Les dynamiques sociales dans l'émergence de nouveaux espaces de consommation de substances psychoactives: le 'val val' dans les villages du milieu rural à Agnibilékro (Côte d'Ivoire)

Rébéka Kakou épouse Agnimou*^{1,2}, Yeboua Denis Kouadio³

1 : Laboratoire Société, Individu, Culture (LaSIC) Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB)

2 : Laboratoire de Sociologie Economique et d'Anthropologie des Appartenances Symboliques (Laasse) UFHB

3 : Laboratoire UPGC (UPGC) Université Péléforo Gon Coulibaly (UPGC)

En Côte d'Ivoire, la problématique de l'usage de substances demeure un défi majeur, en raison des obstacles persistants liés au trafic de drogues et de l'abus de ces produits psychoactifs. En effet, la consommation de drogues gagne en popularité, illustrant ainsi une évolution significative de cette tendance. Cette étude s'intéresse à certains aspects de ce phénomène et cherche à identifier les pratiques émergentes dans les espaces sociaux où la consommation de stupéfiants, spécifiquement le « val val », est observée chez les PUD dans les villages de la sous-préfecture d'Agnibilékro.

L'étude repose sur une approche qualitative combinant des entretiens, l'observation et des recherches documentaires réalisés, transcrits et analysés.

Les résultats révèlent un changement dans la configuration des lieux traditionnels de consommation sociale, marqué par une préférence grandissante dans des environnements moins orthodoxes et plus clandestins. Nous étudions également les raisons et les interactions sociales qui sont à l'origine de cette transformation. Des facteurs tels que la recherche de sécurité, la marginalisation sociale et la désillusion face aux systèmes de gouvernance traditionnels sont identifiés comme des moteurs importants de cette reconfiguration. Enfin, nous évaluons les implications de ces changements sur la santé tout en soulignant la nécessité d'une réponse politique et sociale adaptée à ce nouvel environnement de consommation.

La consommation de *lean* au Sénégal. Expérience locale d'une pratique globale liée à la culture hip hop

Cyrille Bassène ^{*1,2}, Groupe d'étude Codisocs²

¹ Université Cheikh Anta Diop (UCAD) – Sénégal

² Centre de recherche et de formation pour la prise en charge clinique de Fann (CRCF) – Sénégal

L'utilisation de la *lean* (médicament codéiné + soda), s'est répandue aux États-Unis à partir des années 1990 à travers le hip hop. La littérature internationale indique que plusieurs artistes du monde entier continuent à promouvoir la *lean* dans leurs chansons et clips vidéo. En Afrique francophone, très peu de recherches décrivent l'expansion de sa consommation.

L'objectif de cette communication est de décrire les pratiques autour de la *lean*, les motivations des usagers et les contextes de consommation au Sénégal. La présentation se base sur neuf entretiens réalisés auprès de jeunes qui consomment la *lean* à Dakar et qui ont été identifiés dans le cadre du projet CODISOCS et à l'aide de personnes clés.

La *lean* est préparée par les enquêtés en mélangeant un soda (Sprite, Coca...) avec des médicaments. Sa composition est en partie similaire au *Purple drank* ou *syrup* décrit ailleurs (USA, France). Les médicaments utilisés à Dakar sont des antitussifs codéinés, des antihistaminiques, des benzodiazépines et des antitussifs non codéinés. Les usagers obtiennent ces médicaments sur le marché informel, en les négociant auprès de connaissances dans les pharmacies ou en utilisant des ordonnances falsifiées. Certains déclarent qu'ils ont adopté la *lean* en suivant, sur les réseaux sociaux, des musiciens de hip-hop qu'ils apprécient. Plusieurs d'entre eux considèrent que la *lean* est une pratique nouvelle à Dakar. La spécificité des modes d'utilisation au Sénégal, les perceptions du caractère nouveau de la pratique, le lien avec le hip hop et l'influence d'autres facteurs sur la consommation de *lean* seront discutés.

Les résultats de cette enquête exploratoire suggèrent, d'un point de vue de santé publique, de développer l'information pour les jeunes et les professionnels de santé et d'adapter la réduction des risques (RDR) à ces nouvelles formes de consommation et, d'un point de vue de sciences sociales, d'explorer leur diffusion à travers les cultures urbaines au Sénégal.

* cyrilgaby30@gmail.com

La nécessité d'une prévention contextualisée de l'abus de drogues

Albert Mbokolo*¹

¹ Ecole de criminologie de l'université de Kinshasa – République Démocratique du Congo

Les problèmes liés à l'usage abusif de drogues et de son trafic illicite se posent avec acuité en République Démocratique de Congo (RDC). Hormis le cannabis, drogue de prédilection des Congolais, il y a des drogues exotiques qui font également l'objet de l'usage et trafic illicite. Dans le cadre juridique international de contrôle de drogues, il y a quatre axes : la prévention, le traitement, la réinsertion sociale et la répression. Malheureusement, beaucoup de législations africaines dont la législation congolaise sont prohibitives, elles ne priorisent pas les autres aspects du contrôle de drogues.

Dans cette recherche menée dans la ville de Kinshasa de 2015 à 2023, l'accent a été mis sur la nécessité d'une prévention contextualisée de l'abus de drogues. La réalisation de cette recherche a reposé sur une double approche : juridique et sociologique. Ainsi, cette recherche est fondée sur les données juridiques et des matériaux empiriques.

Grace à la méthodologie empruntée, il a été montré la nécessité, pour la RDC, de mettre en place une prévention contextualisée de l'abus de drogues afin de disposer d'un cadre national ayant la légitimation de la population. En effet, la prévention contextualisée a pour avantage d'éviter le mimétisme, facteur de l'illégitimité de certaines politiques anti-drogues en vigueur dans plusieurs Etats africains.

Pour matérialiser cette contextualisation, nous avons suggéré les actions ci-après : la réduction de l'offre qui passe par la monopolisation de l'État dans l'exploitation des drogues, la destruction des cultures (cannabis, khat, cola ?) et leur substitution par des cultures vivrières ; la réduction de la demande qui exige l'éducation et la sensibilisation de la population. La débanalisation de l'abus de drogues requiert l'effectivité de l'appropriation, par les États, des conventions internationales anti-drogues mises en place par les Nations Unies, la vulgarisation et l'application de la législation nationale anti-drogue.

* albert.mbokolo@unikin.ac.cd

Consommation des substances psychoactives et violences en milieu scolaire guinéen

Soumahila Bayo*¹

¹ Institut itinérant de formation et de prévention intégrées contre la drogue et autres conduites addictives (IIFPIDCA), Conakry – Guinée

De nos jours, la consommation des substances psychoactives par les élèves est une préoccupation majeure pour les acteurs du système éducatif guinéen et ce en raison de nombreux dommages sanitaires et sociaux, à court et long termes, qu'elle pourrait entraîner. Les écoles qui sont censées être des lieux de protection par excellence des adolescents, en complémentarité avec les familles, deviennent de plus en plus des espaces où les adolescents accèdent facilement aux drogues.

Cette communication concerne plusieurs collèges et lycées de la capitale Conakry. Elle explore les liens de causalité entre la consommation de drogues et les violences en milieu scolaire de la ville de Conakry.

Les résultats obtenus à travers l'analyse des données quantitatives et qualitatives recueillies auprès des principaux acteurs de l'éducation (élèves, encadrants, parents d'élèves) attestent que les substances psychoactives les plus consommées sont la chicha, la cigarette, le café, les boissons énergisantes, l'alcool, le cannabis, le kush, etc. La facilité d'accès et l'influence des pairs jouent un rôle clé dans l'initiation à la consommation chez certains élèves. La consommation de ces substances est source de violences au sein et en dehors des concessions scolaires. Ces violences sont d'ordre physique, verbal, psychologique et sexuel. Toutes ces formes de violences sont des actes commis par des élèves sous l'effet de la prise de drogues. Les formes de violences varient aussi selon le genre et le statut. Les filles sont plus touchées par le harcèlement sexuel et le viol. Cependant, les garçons sont victimes d'insultes, de coups et blessures. Les professeurs sont exposés aux menaces verbales et physiques. Outre les violences, la consommation de drogues entraîne chez les élèves de nombreux effets néfastes sur leur bien-être qui seront explicités dans la communication.

* soumbayo2000@gmail.com

Prévenir les épidémies en prison : de l'expérience du covid à la RDR

Albert Gautier Ndione*¹, Groupe d'étude Codisocs^{2,3}

¹ Département de sociologie, Faculté des lettres et sciences humaines, UCAD, Dakar – Sénégal

² Centre régional de recherche et de formation à la prise en charge clinique de Fann (CRCF) – Sénégal

³ TransVIHMI – Institut de recherche pour le développement, Institut national de la santé et de la recherche médicale, Université de Montpellier – France

L'incarcération des usagers de drogues (UD) est un outil et une conséquence de la politique de "guerre à la drogue" qui vise à limiter la circulation des substances illicites par la pénalisation de la consommation et de l'offre. Au Sénégal, la détention, l'usage et le trafic de drogues est le second motif d'incarcération (31,1% des détenus) (ANSD, 2016). Or, les prisons en Afrique, connues de longue date pour leur manque d'hygiène et de soins médicaux, constituent des *hotspots* sur le plan infectieux (VIH, hépatites), à risque pour les détenus et la collectivité. Quelles leçons peut-on tirer des mesures de réduction des risques mises en œuvre en contexte de COVID-19 ?

L'analyse repose sur une base de données de 148 articles portant sur les prisons en Afrique de l'Ouest francophone en contexte de COVID-19 (2020-2022) et sur des entretiens avec une dizaine des personnes clés dans le cadre du projet CODISOCS.

Pendant la pandémie de COVID-19, 9446 prisonniers ont été graciés dans l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest francophone (à l'exception de la Mauritanie), choisis sur la base de leurs âges et de la durée restante de leurs peines, pour limiter la surpopulation carcérale. Les mesures sanitaires mises en place avec des moyens limités dans les prisons n'ont pas concerné spécifiquement les UD, déjà vulnérabilisés par la consommation de drogues (addiction, VIH, VHC et VHB, troubles psychiatriques). Des mesures adaptées n'ont pas pu être considérées dans le contexte d'urgence.

En conclusion, il paraît nécessaire de développer hors contexte de crise, notamment épidémique, une stratégie suivant les recommandations de la Commission Africaine sur les Drogues et de combiner un moratoire sur les incarcérations d'UD en période de crise épidémique grâce à une meilleure articulation avec les services de soin addictologique et une prise en charge intégrée des risques infectieux et liés aux drogues.

* ndionealbert86@gmail.com